



---

## 79<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies

3<sup>e</sup> Commission

Point 27 de l'ordre du jour

### Promotion de la femme

New York, le 8 octobre 2024

Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Les droits des femmes et l'égalité des genres sont des priorités de longue date pour la Suisse. C'est pourquoi nous continuerons de nous engager de manière constructive pour leur promotion tout au long de cette 79<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale.

Cette année, nous célébrons les 45 ans de la Convention CEDEF, alors que l'année 2025 marquera le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, instruments de référence pour la réalisation des droits des femmes et de l'égalité des genres au niveau global.

Pourtant, la pleine réalisation des droits et des libertés fondamentales de toutes les femmes et filles est encore loin d'être une réalité. Nous sommes alarmés par les taux critiques de violence basée sur le genre et la prévalence de cadres et lois discriminatoires à l'encontre des femmes et filles, à l'échelle globale. La Suisse appelle tous les Etats à respecter leurs obligations en matière de droits des femmes. À cet égard, elle réitère son soutien à la déclaration conjointe lue par l'Australie sur la situation des droits des femmes en Afghanistan.

Dans le contexte actuel, le soutien au travail du Comité CEDEF est crucial. Nous sommes fiers de l'élection de la Suissesse Erika Schläppi pour un mandat au sein du Comité entre 2025-2028.

La Suisse a aussi l'honneur de présenter sa candidature à un quatrième mandat au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-27. Le renforcement de la participation des femmes ainsi que la lutte contre la discrimination et la violence basée sur le genre font partie de nos engagements.

Elle promeut activement l'agenda Femmes, Paix et Sécurité durant son mandat au sein du Conseil de Sécurité, et ce à travers toutes les discussions pertinentes. A cet égard, nous organisons le 24 octobre un Débat Ouvert, avec la Présidente de la Confédération suisse, sur le rôle essentiel des femmes dans la médiation et la consolidation de la paix.

---

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

Monsieur le Président,

Au niveau national, la Suisse a adopté cette année de nouvelles directives pour améliorer les connaissances sur les effets du genre dans toutes les études nationales et pour renforcer la récolte et le traitement des données statistiques désagrégées par le sexe.

Par ailleurs, en matière de lutte contre la violence, notre Parlement débat actuellement de la possibilité d'inscrire le harcèlement dans le code pénal.

J'ai maintenant le plaisir de donner la parole à la déléguée de la jeunesse suisse auprès des Nations Unies.

### **Déclaration de la déléguée de la jeunesse suisse**

Monsieur le Président,

Mes co-déléguées et moi avons consulté plus de 200 jeunes à travers la Suisse. Deux préoccupations majeures sur l'égalité des genres en sont ressorties : les jeunes femmes ne se sentent souvent pas en sécurité dans les espaces publics en raison du risque de violence de genre et s'inquiètent des cyberdélits.

Dans sa forme la plus extrême, la violence fondée sur le genre se manifeste par le féminicide, le meurtre d'une femme en raison de son genre. Les statistiques sont alarmantes. En Suisse, considérée comme l'un des pays les plus sûrs, une plateforme non-gouvernementale rapporte qu'une femme est tuée toutes les deux semaines par son partenaire, ex-partenaire, proche, et parfois par un inconnu. Les féminicides et la violence de genre à travers le monde ne sont pas des incidents isolés, mais le reflet d'une logique patriarcale, de stéréotypes de genre nuisibles et d'une culture d'impunité. Le caractère structurel des féminicides est souvent non-reconnu et de nombreux États tardent à établir des statistiques pourtant cruciales pour la reconnaissance et la prévention de cette violence. A cet égard, la Suisse va réaliser une étude de faisabilité sur la collecte de statistiques sur les féminicides que je soutiens.

Un autre sujet de préoccupation porte sur les cyber-délits sexuels, dont plus de 70 % des victimes en Suisse sont des jeunes filles, pour la plupart entre 10 et 15 ans. Des formes courantes de cyberdélits incluent la diffusion non consentie de contenus intimes, ainsi que les avances sexuelles non désirées d'inconnus, signalées par 60 % des jeunes filles en Suisse. Dans ces deux cas, la protection du droit à la vie privée en ligne est un pilier fondamental de prévention et de protection. Je soutiens les travaux de cette Commission et la résolution 75/176 à ce sujet.

Enfin, pour que l'élaboration des statistiques et les résolutions constituent des solutions durables dans la lutte contre les violences de genre, en ligne et hors ligne, il est indispensable qu'elles soient accompagnées par un changement de conscience collectif sur les rapports de genre.

Je vous remercie.

Mr President

Women's rights and gender equality have long been priorities for Switzerland. That is why we will continue to work constructively to promote them throughout this 79th session of the General Assembly.

This year, we are celebrating 45 years of the CEDAW Convention, while 2025 will mark the 30th anniversary of the Beijing Declaration and Platform for Action, both are reference instruments for the realisation of women's rights and gender equality at the global level.

However, the full realisation of the rights and fundamental freedoms of all women and girls is still far from being a reality. We are alarmed by the critical rates of gender-based violence and the prevalence of discriminatory frameworks and laws against women and girls on a global scale. Switzerland calls on all states to respect their obligations with regard to women's rights. In this respect, it reiterates its support for the joint statement read out by Australia on the situation of women's rights in Afghanistan.

In the current context, support for the work of the CEDAW Committee is crucial. We are proud that Erika Schläppi of Switzerland has been elected to serve on the Committee from 2025-2028. Switzerland is also honoured to present its candidacy for a fourth term on the Human Rights Council for the period 2025-27. Strengthening the participation of women and combating discrimination and gender-based violence are among our commitments.

Switzerland actively promotes the Women, Peace and Security agenda during its term on the Security Council, through all relevant discussions. In this respect, we are organising an Open Debate on 24 October, with the President of the Swiss Confederation, on the essential role of women in mediation and peacebuilding.

Mr President,

At national level, Switzerland has this year adopted new directives to improve knowledge of the effects of gender in all national studies and to strengthen the collection and processing of statistical data disaggregated by sex.

Furthermore, in the fight against violence, our Parliament is currently debating the possibility of including harassment in the Criminal Code.

I now have the pleasure of giving the floor to the Swiss Youth Delegate to the United Nations.

## **Statement by the Swiss Youth Delegate**

Mr President,

My co-delegates and I have consulted over 200 young people across Switzerland. Two major concerns about gender equality emerged: young women often feel unsafe in public spaces because of the risk of gender-based violence, and they are worried about cybercrime.

In its most extreme form, gender-based violence manifests itself as femicide, the murder of a woman because of her gender. The statistics are alarming. In Switzerland, considered to be one of the safest countries in the world, a non-governmental platform reports that one woman is killed every fortnight by her partner, ex-partner, relative, and sometimes by a stranger. Femicide and gender violence throughout the world are not isolated incidents, but the reflection of a patriarchal logic, harmful gender stereotypes and a culture of impunity. The structural nature of femicide often goes unrecognised, and many countries are slow to compile the statistics that are so crucial to the recognition and prevention of this violence. In this respect, Switzerland is going to carry out a feasibility study on the collection of statistics on femicide, which I support.

Another area of concern is cyber sexual offences, where more than 70% of victims in Switzerland are young girls, most of them aged between 10 and 15. Common forms of cyber-crime include the non-consensual dissemination of intimate content, as well as unwanted sexual advances by strangers, reported by 60% of young girls in Switzerland. In both these cases, protecting the right to privacy online is a fundamental pillar of prevention and protection. I support the work of this Commission and Resolution 75/176 on this subject.

Finally, if the statistics and resolutions are to constitute lasting solutions in the fight against gender-based violence, both online and offline, they must be accompanied by a collective change in awareness of gender relations.

Thank you very much.